RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ

**DÉPARTEMENT D'INDRE-&-LOIRE**
**2e Circonscription**

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
## des 23 et 30 Novembre 1958

# André QUÉNARD
## Candidat présenté par le Parti Socialiste S. F. I. O.

Remplaçant éventuel : **Henri FOUCHER,** viticulteur-commerçant

## Citoyennes, Citoyens,

L'intérêt que porte l'opinion publique aux problèmes français depuis le sursaut national du référendum me dispense d'énumérer à nouveau les points du programme socialiste. Aujourd'hui comme hier notre action tend à obtenir plus de justice, à associer les travailleurs à l'effort d'expansion économique et aussi à ses avantages, à les solidariser avec la nation en leur assurant les conditions d'existence et de bien-être qu'ils sont en droit d'exiger.

Mais, dans l'immédiat, une question domine et conditionne toutes les autres. Il n'y a pas de progrès possible ni d'économie florissante pour un pays dont les libertés et l'unité seraient sans cesse menacées et qui ne donnerait pas aux autres l'exemple de la stabilité et de la dignité.

**La France a failli sombrer et se déchirer faute d'apprécier les dangers, de connaître et de comprendre les véritables aspects du drame algérien.** C'est l'honneur du parti socialiste et de Guy Mollet d'avoir dit la vérité, d'avoir su promouvoir la seule politique susceptible de ramener la fraternité et la paix, d'avoir donné à l'armée une mission de pacification et de lui fournir les moyens de la remplir. C'est Guy Mollet qui a dénoncé les sources réelles de la rebellion, l'action de Nasser et du bloc soviétique. C'est lui qui a pris l'initiative de l'opération de Suez malheureusement entravée par l'aveuglement de nos alliés.

En mai, une succession de crises avait semé l'inquiétude en Algérie et entretenu l'espoir des rebelles de s'imposer par la violence. Ces crises, néfastes pour la France et pour la République, étaient provoquées par l'addition des voix communistes et d'extrême-droite, et cette coalition destructive ne pouvait en aucun cas former une majorité de gouvernement. L'Algérie se coupait de la métropole, des ambitieux exploitaient le désordre, l'armée était désorientée, les grandes formations politiques se désagrégeaient, la guerre civile, sans issue possible, était à nos portes.

Le seul homme qui pouvait sauver l'unité du pays dans l'honneur et la liberté, et rétablir la légalité républicaine était l'ancien chef de la France Libre qui avait restauré la démocratie à la Libération. Nous avons apporté notre concours et notre appui au Général de Gaulle pour réformer la Constitution et continuer, dans la stabilité assurée, la politique à la fois ferme et libérale commencée par Guy Mollet, la seule capable d'aboutir à une paix fraternelle dont on perçoit enfin les premiers signes. Le Général de Gaulle avait conditionné la formation de son gouvernement à l'accord des socialistes et à la participation de Guy Mollet. Les uns l'accusaient d'ambitions dictatoriales, les autres de faiblesse à notre égard. Dédaignant ces accusations erronées, il a accompli la mission qu'il s'était fixée. 80 % des électeurs, dans cette France républicaine, et parmi eux les socialistes, lui ont témoigné leur approbation et leur confiance.

## I. - Politique Economique et Sociale.

Le bien-être de tous travailleurs des villes et des champs dépend à la fois du volume et de l'orientation de la production ainsi que d'une répartition équitable du Revenu national.

### MODERNISATION ET EQUIPEMENT

Le volume de la production : dépend des moyens affectés à l'expansion économique, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Son accroissement suppose une politique permanente du plein emploi et l'application rigoureuse d'un Plan de Modernisation et d'Equipement.

Le plein emploi, c'est-à-dire la suppression permanente de toute forme de chômage, ne résulte pas seulement d'une organisation méthodique, nationale et régionale, de l'Economie, mais d'un Enseignement rénové, réservant une place plus large à l'Enseignement technique, à la formation professionnelle, à l'orientation de la main-d'œuvre.

La France manque, pour s'adapter au monde actuel et à la concurrence internationale, de savants, d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers hautement qualifiés. Il lui faut faire dans ce domaine un effort exceptionnel pour doter son industrie et son agriculture des moyens humains nécessaires, notamment en permettant aux jeunes de poursuivre leurs études aussi loin que leurs aptitudes le permettent.

Ce Plan de Modernisation et d'Equipement, dont l'expérience des douze dernières années a démontré l'utilité, doit tenir compte des nécessités du Marché Commun ; il suppose l'acceptation d'une discipline nationale de la Production.

Certaines industries exportatrices ou suceptibles de fournir aux travailleurs à des prix compétitifs, des moyens de production nouveaux, des logements décents et des facultés de consommation utile, doivent être développées au détriment, s'il le faut, des productions de moindre intérêt ou d'un prix de revient excessif.

L'équipement national doit en particulier avoir la priorité sur les investissements inutiles.

**L'agriculture doit être orientée de manière à assurer aux producteurs l'écoulement de leurs marchandises à des prix suffisamment rémunérateurs mais tenant compte de l'évolution et des besoins des marchés mondiaux.**

**Un grand effort de modernisation et d'équipement, une réforme profonde des structures réalisée progressivement avec le concours des organisations professionnelles agricoles une révision sérieuse des prix des produits industriels nécessaires à l'exploitation, sont indispensables pour parvenir à cette fin.**

L'artisanat doit être développé en vue de son meilleur rendement et des besoins nouveaux auxquels il peut faire face, la distribution allégée et organisée avec le concours des organisations professionnelles et des coopératives.

Enfin la politique du crédit doit être déterminée en fonction de l'application du Plan.

## REPARTITION EQUITABLE DU REVENU NATIONAL

**Une équitable répartition du revenu national suppose :**

● La sécurité du travail et de la vieillesse.

● Une juste distribution des charges entre les citoyens.

La sécurité du travail comporte l'assurance pour les salariés d'une rétribution garantie et des moyens de faire face à l'ensemble des risques professionnels et sociaux, pour les paysans, artisans et commerçants, l'attribution d'avantages égaux à ceux des autres catégories de travailleurs, pour tous la lutte contre contre les fléaux sociaux.

Enfin, la Nation doit prendre en charge, malgré les conditions démographiques encore défavorables, tous les vieux qui ont consacré leur vie au travail.

Cette politique de sécurité a comme condition et comme limite l'absolue nécessité de maintenir une valeur constante de la monnaie. Elle suppose donc la lutte contre l'inflation, un contrôle efficace des prix, une révision permanente des dépenses de l'Etat dont l'utilité apparaîtrait secondaire.

Elle comporte aussi, pour faire face à ces charges au moment où les dépenses entraînées par la situation en Algérie pèsent si lourdement sur l'Economie et le Budget du pays, une réforme fiscale profonde.

# II. - Problèmes d'Outre-Mer.

**Le parti socialiste rappelle qu'il a toujours eu pour objectifs essentiels d'assurer Outre-Mer :**

● La libération de chaque homme et de chaque femme en les délivrant de toute forme d'exploitation, de la misère et de l'ignorance.

● La libération politique de ces peuples, en mettant chaque citoyen à même d'exprimer librement son opinion, en posant de la commune au territoire les assises d'un système démocratique, seul susceptible de lui assurer sa libre participation à la vie publique.

**C'est dans cet esprit que le parti socialiste se félicite des récentes décisions gouvernementales.**

# III. - Politique Internationale.

**Le parti socialiste rappelle ses principales préoccupations en matière de politique étrangère.**

● Respect du droit et des traités. Participation de la France aux travaux de l'O.N.U., dont certains articles de la Charte devraient être réformés.

● Effort accru en vue du désarmement selon la formule traditionnelle du Parti : « Ni contrôle sans désarmement, ni désarmement sans contrôle, mais progressivement tout le désarmement contrôlable ».

● Arrêt contrôlé des expériences nucléaires pour un délai de deux ans, chaque Etat reprenant ensuite sa liberté si aucun accord n'est intervenu, entre temps, pour l'arrêt de la production des matières fissiles à des fins militaires.

● Poursuite de la construction de l'Europe, permettant à la fois de consolider la paix et d'assurer plus de bien-être à ses ressortissants. Adaptation de l'économie française au Marché Commun, sans renoncer à étendre la collaboration économique aux pays membres de l'O.E.C.E.

● Accentuation de l'effort en faveur des pays sous-développés, en dotant leurs territoires de l'infrastructure nécessaire, en leur permettant d'écouler leur production à des prix normaux, en stabilisant le cours mondial des principales matières premières.

*
**

**Cette politique de paix s'efforce dans le même temps d'obtenir :**

● le maintien de notre système de sécurité collective au sein de l'Alliance Atlantique (O.T.A.N.) ;

● Des tentatives constantes de règlement, par des rencontres appropriées, des différends internationaux.

*
**

**Mais le parti socialiste tient à réaffirmer que l'essentiel demeure une paix désarmée, sans laquelle il ne peut exister dans le monde ni liberté totale pour les peuples et les individus, ni espoir pour les générations futures, ni plein épanouissement des ressources de l'esprit humain.**

*
**

**Le scrutin uninominal place l'élection sur un plan personnel. Sans craindre d'être démenti, je puis affirmer que ma vie publique, comme ma vie familiale est exempte de tout reproche. Je n'ai jamais changé d'étiquette politique. Plusieurs fois votre élu, j'ai, quand le scrutin m'a été défavorable, repris le chemin de ma classe.**

**Respectueux de toutes les convictions, qui sont l'affaire de la conscience de chacun, je pense que seule la laïcité des institutions de l'Etat, est capable d'unir tous les travailleurs de ce pays pour abolir les barrières nées de l'hérédité ou de la fortune, pour supprimer les injustices sociales et pour offrir, dès le départ, à chacun, l'égalité des droits et des devoirs lui permettant de jouer sa chance dans la vie.**

**La vie nationale vient de franchir une nouvelle étape : le pays a adopté une nouvelle Constitution. Sur son berceau plane sans doute des dangers, mais en élisant les représentants du parti socialiste, vous choisirez des hommes courageux, aptes à y faire face. Vous exprimerez aussi, dans la fidélité à la tradition républicaine, votre volonté de faire vivre les institutions nouvelles, de les développer, et vous écarterez de votre vie quotidienne les risques du fanatisme, de la dictature et de la guerre. Mais surtout, vous manifesterez, par un acte de confiance, votre espoir en une société nouvelle qu'un peuple entier attend.**

André QUÉNARD

Ancien Député
Instituteur
Conseiller Municipal de Tours
Ancien Prisonnier de Guerre

Imprimerie Nouvelle — Tours